

## ANALYSE DE LA PRESSE

Octobre 2014

1. A la une : un mois intense d'échanges diplomatique entre la Turquie et la France
2. Dossier du mois : la Turquie face au conflit à Kobané
3. International
4. Union européenne
5. Turquie
6. Economie
7. Liste des journalistes ayant couvert le sujet turc (Octobre 2014)



redefining / standards

MÈCÈNE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

33 rue Galilée 75116 Paris T +33 1 44 43 52 54 F +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org • www.institut-bosphore.org

## 1. A la une : un mois intense d'échanges diplomatiques entre la Turquie et la France

### La visite du Président de la République turque Recep Tayyip Erdoğan à Paris

Le Président de la République turque Recep Tayyip Erdoğan a été reçu par son homologue François Hollande dans le cadre de sa visite de travail à Paris vendredi 31 octobre.

Lors de leur déclaration conjointe à la presse,<sup>1</sup> les deux présidents ont donné des messages sur les relations de la Turquie avec l'Union européenne.

« Il faut que la Turquie "puisse avoir un dialogue qui soit sincère avec l'Europe. Il ne s'agit pas de savoir s'il y aura une adhésion, il s'agit de savoir si elle est possible, elle n'est concevable que s'il y a des négociations", a déclaré François Hollande.



Photo : Présidence de la République de France

De son côté, déplorant des "blocages" qui empêchent l'adhésion de la Turquie à l'UE, notamment venus de la France par le passé, Erdogan a assuré que son pays était "prêt en termes d'acquis communautaires". Il a dit espérer "une bonne nouvelle" de la part de Hollande, selon lui "moins flou" que ses prédécesseurs sur cette question.

"C'est vrai qu'il y a eu des blocages qui ne venaient pas que de la France et qui portent sur des sujets extrêmement difficiles", a reconnu Hollande, évoquant en particulier les chapitres de la négociation touchant les domaines des droits fondamentaux et de la justice. » (*LeFigaro.fr, AFP, 31/10/2014*)

En ce qui concerne la lutte contre Daesh, le président turc a vivement reproché à la coalition internationale « de concentrer ses bombardements sur la ville syrienne de Kobané. "Pourquoi les forces de la coalition bombardent continuellement cette ville de Kobané (...) pourquoi pas d'autres villes", a demandé M. Erdogan (...). Il a notamment cité parmi d'autres villes syriennes Idlib (au nord-ouest du pays). "On ne parle que de Kobané, qui est à la frontière turque et où il n'y a presque plus personne à part 2.000 combattants", a ajouté le président turc, visiblement très remonté.

"Il n'y a pas que Kobané, M. Erdogan a raison. Il y a d'autres villes qui sont aujourd'hui menacées par Daesh (un des acronymes arabes de l'EI) en Syrie", a répondu M. Hollande affirmant que pour la France "la ville qui est clé parmi toutes, c'est en ce moment Alep", deuxième ville de Syrie (nord). Toutefois, "même si Kobané a été vidée de sa population, il y a la nécessité de lui apporter les renforts nécessaires et nous faisons là-dessus confiance à la Turquie", a-t-il poursuivi.(...) "Nous faisons en sorte d'appuyer comme nous l'avons toujours dit l'Armée libre syrienne et l'opposition démocratique syrienne pour que nous puissions leur apporter tout le soutien nécessaire", a rappelé le président français.» (*LePoint.fr, AFP, 31/10/2014*)

<sup>1</sup> La vidéo et le texte de la déclaration conjointe, Elysée, 31/10/2014: [Cliquez ici](#)

Erdoğan et Hollande avaient précédemment eu un entretien téléphonique sur ce sujet le 8 octobre. « La France apporte son soutien à la proposition turque de créer une zone tampon pour protéger les personnes déplacées par les combats dans le Nord de la Syrie. Le président François Hollande a exprimé son soutien » avait annoncé l'Elysée. (*Le Figaro, Reuters, 08/10/2014*) « Ils ont constaté leur pleine convergence de vues sur la nécessité d'aider davantage l'opposition syrienne modérée en lutte à la fois contre Daesh (...) et contre le régime de Bachar el-Assad », selon le communiqué de l'Elysée. » (*Le Point, AFP, 08/10/2014*)

La France et la Turquie sont d'accord sur le "soutien à l'action menée par les combattants engagés dans la lutte contre Daesh" et la nécessité de pleinement intégrer "la population sunnite et de ses représentants" pour arriver à une solution durable. (*Le Point, AFP, 08/10/2014*)

Avant de terminer sa visite à Paris, le président turc Erdoğan a participé à une rencontre organisée par l'IFRI. Outre la position de la Turquie dans la lutte avec Daesh, il a aussi répondu à des questions, notamment sur les relations de la Turquie avec le Moyen Orient et le monde méditerranéen.

Le président turc a déclaré qu'il « ne veut pas de changement des frontières du Proche-Orient dessinées dans la foulée de la première guerre mondiale après l'effondrement de l'empire ottoman. "Je pense que le peuple syrien sera vainqueur en Syrie et le peuple irakien vainqueur en Irak avec le maintien de leur intégrité territoriale", a-t-il déclaré, précisant que "la Turquie ne pourra jamais être en mesure de dire oui" à d'éventuelles nouvelles frontières. » (*Le Monde.fr, Arnaud Leparmentier, 31/10/2014*)

Critiquant le régime de Bachar al-Assad, « "l'homme qui organise ce terrorisme d'Etat, ce massacreur responsable de la mort de plus de 300 000 personnes, doit être jugé par la justice internationale", a martelé Erdogan (...). Niant toutes les accusations de mollesse dans le combat contre l'EI, le leader turc a notamment dénoncé "le deux poids deux mesures des Occidentaux, avec leur indignation sélective, comme à propos de Kobané." » (*Libération, Marc Semo, 31/10/2014*)

« Il a critiqué aussi le fait que les Occidentaux insistent plus sur les armes chimiques, qui ont fait 1 000 à 2000 morts alors que les armes conventionnelles en ont fait 200 000 dans le conflit syrien. Et s'est plaint de la faible mobilisation occidentale. "La Turquie a accueilli 1,6 million de réfugiés syriens. L'Union européenne, 200 000. Nous avons dépensé 4,5 milliards de dollars. L'aide étrangère est de 200 millions de dollars seulement" [a-t-il indiqué.] (...)

[En réponse à une question sur l'Egypte], "Sissi a procédé à un coup d'Etat, il a commis une grave erreur. Je pose cette question aux Occidentaux : êtes-vous pour la démocratie ou pour les coups d'Etat ? A voir leur pratique, ils sont pour les coups d'Etat", a expliqué M. Erdogan, qui traita par le passé de "tyran" le numéro un égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi. » (*Le Monde.fr, Arnaud Leparmentier, 31/10/2014*)

« Il a aussi réaffirmé la volonté d'Ankara "de poursuivre le processus de résolution avec les Kurdes, malgré ceux qui s'acharnent à le saboter". Erdogan a enfin insisté sur le soutien qu'il espère de Paris pour relancer le processus d'adhésion à l'Union européenne, entamé à l'automne 2005, mais désormais enlisé : "La Turquie attend devant la porte depuis 1963. Aucun autre pays n'a été traité de cette manière. " » (*Libération, Marc Semo, 31/10/2014*)

## La visite du ministre turc des Affaires européennes Volkan Bozkır à Paris

Le ministre turc des affaires européennes Volkan Bozkır a effectué une visite officielle en France le 28 octobre, trois jours avant la venue du président Recep Tayyip Erdogan à Paris.

Le ministre turc « est revenu sur le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne et a réaffirmé la position turque face à la menace de Daesh, lors d'une audition à l'Assemblée nationale. » (*euractiv.fr, 30/10/2014*)

« "Nous sommes fiers d'avoir ouvert la frontière", a déclaré Volkan Bozkır, rappelant qu'il y a actuellement 2 millions de Syriens en Turquie. (...) Selon lui, la Turquie est prête à suivre les Européens dans le combat contre Daesh s'ils décident d'envoyer des troupes sur le terrain. "Il faut utiliser des forces non conventionnelles contre ces armées non conventionnelles", a-t-il indiqué. Cependant, il considère que les Européens ne doivent pas être les seuls à combattre Daesh. Selon lui, les Syriens et les Irakiens doivent être formés par les Britanniques, les Français ou encore les Turcs pour lutter contre les combattants de Daesh. » (*euractiv.fr, 30/10/2014*)

« Le ministre a également réitéré l'intérêt de son pays pour l'UE (...). "La Turquie veut être membre de l'Union européenne et profiter des avantages économiques dont jouissent certains pays", a déclaré Volkan Bozkır. » (*euractiv.fr, 30/10/2014*) « "Je propose que le chapitre 17, politique monétaire et économique, puisse être ouvert, si vous pouvez le décider on pourrait l'ouvrir avant la fin de cette année", a dit Volkan Bozkır (...). "Ce serait un très bon geste que d'ouvrir le chapitre 17 ou au moins retirer le blocage de la France sur le chapitre 17", a-t-il ajouté. "Nous nous féliciterions d'une telle annonce, ce serait un très bon signe de l'avancement de ce processus et ça démontrerait que la France fait de son mieux pour que ces négociations avancent". (...) "La Turquie est impliquée dans le processus (...) on ne peut pas travailler seul, il faut que vous aussi vous nous donniez des munitions positives afin qu'ensemble on puisse consentir de nouveaux efforts (...) pour s'acheminer vers une situation gagnant-gagnant", a souligné Volkan Bozkır. » (*boursorama.com, Reuters, 28/10/2014*)

« La France a levé en 2013 son blocage sur le chapitre 22 sur la politique régionale et s'est dite prête en octobre dernier à ouvrir les chapitres 23 et 24 qui couvrent les domaines des droits fondamentaux et de la justice. » (*boursorama.com, Reuters, 28/10/2014*)

« Depuis le 1er octobre, l'accord de réadmission Turquie-UE est entré en vigueur. La Turquie s'engage ainsi à reprendre ses ressortissants arrêtés en Europe et les ressortissants de pays tiers qui sont passés par la Turquie. Selon le ministre, il s'agit d'un bon début. La Turquie a également adopté un nouveau cadre légal qualifiant ainsi l'immigration illégale de crime. "Nous faisons tout pour régler ce problème. Il y a 10 ans, nous avions 100.000 migrants illégaux par an maintenant nous les avons réduits à 3000, donc les mesures mises en œuvre donnent de bons résultats" a indiqué Volkan Bozkır. » (*euractiv.fr, 30/10/2014*)

## La visite du ministre turc des Affaires étrangères Mevlüt Çavuşoğlu à Paris

Le ministre turc des Affaires étrangères Mevlüt Çavuşoğlu a effectué une visite officielle à Paris vendredi 10 octobre, pour participer, avec son homologue français Laurent Fabius, à la première réunion du cadre stratégique de coopération entre la Turquie et la France. (*lepetitjournal.com/istanbul, Marion Sagnard, 13/10/2014*)

Lors de la conférence de presse à l'issue de leur rencontre, Laurent Fabius a annoncé que « la France est prête à ouvrir deux nouveaux chapitres de négociations avec la Turquie dans les discussions sur l'adhésion de ce pays à l'Union européenne (...) [et que] les négociations entre la Turquie et l'UE, entamées en 2005, "doivent se poursuivre dans la transparence, la bonne foi, le respect du cadre agréé", qui prévoit des discussions par secteurs (...). "La France veut aujourd'hui aller de l'avant. Nous avons pu ouvrir en novembre 2013 un nouveau chapitre de négociations, le chapitre 22 [politique régionale]. Aujourd'hui j'annonce que la France est disposée à ouvrir de nouveaux chapitres pour la négociation, notamment les chapitres 23 [Pouvoir judiciaire et droits fondamentaux] et 24 [Justice, liberté et sécurité].", qui couvrent les domaines des droits fondamentaux et de la justice, a déclaré M. Fabius. » (*Les Echos.fr, AFP, 10/10/2014*)

Mevlüt Çavuşoğlu, a de son côté, déclaré « "Nous sommes très satisfaits que la France ait levé le blocage sur le Chapitre 22 [politique régionale]. » (*lepetitjournal.com/istanbul, Marion Sagnard, 13/10/2014*) « "La Turquie est prête à l'ouverture de tous les chapitres de négociations. Si la France pouvait déclarer officiellement qu'elle ne s'opposera à l'ouverture d'aucun chapitre, cela serait parfait, ce serait un message positif". (...) "C'est ce que nous attendons", a-t-il ajouté. » (*Les Echos.fr, AFP, 10/10/2014*)

Laurent Fabius, le chef de la diplomatie française, et son homologue turc, Mevlut Cavusoglu, ont également appelé « à la création d'une "zone de sécurité" entre la Turquie et la Syrie. "La totalité des options doit être étudiée", a souligné M. Fabius, car "une tragédie se déroule sous nos yeux face à laquelle personne ne peut rester indifférent.

Si les deux ministres ont affiché un accord sur le principe d'une zone tampon, désormais rebaptisée "zone de sécurité", les divergences sur les modalités de sa mise en œuvre étaient perceptibles, à tel point que les deux hommes ont soigneusement évité de répondre aux questions après leur brève déclaration.

M. Cavusoglu est allé plus loin que M. Fabius en soulignant que "les attaques aériennes ne sont pas suffisantes pour arrêter la progression de Daech [acronyme arabe de l'EI] ". Il a réitéré la position de la Turquie en plaidant pour une "stratégie large". Elle passe, a-t-il relevé, par l'instauration d'une "zone d'exclusion aérienne" en Syrie, qui n'a pas été évoquée par M. Fabius, et par la volonté assumée d'élargir le combat au-delà de la lutte contre l'EI en s'attaquant au "régime de Bachar Al-Assad", qui est "la source du terrorisme " dans la région. Autrement dit, la Turquie n'envisage pas de venir au secours de Kobané tant que le mandat d'une "zone de sécurité" se limiterait à des considérations humanitaires et tant que d'autres pays ne sont pas disposés à déployer des troupes au sol en Syrie. » (*Le Monde, Yves-Michel Riols, 11/10/2014*)

## 2. Dossier du mois : la Turquie face au conflit à Kobané

### L'Assemblée nationale turque autorise l'armée à intervenir en Syrie et en Irak

Pendant que la Turquie est critiquée, par les médias dans les pays occidentaux, de mener un "double jeu" à cause de sa prise de position à Kobané, l'Assemblée turque a approuvé jeudi 2 octobre, à une très large majorité, un projet de résolution autorisant l'armée à mener des opérations contre les jihadistes du groupe Etat Islamique (EI) en Syrie et en Irak. « Le texte du gouvernement, qui dispose de la majorité absolue au Parlement, a recueilli l'approbation de 298 députés, contre 98 se prononçant contre. » (*Le Point, AFP, 02/10/2014*)

« Conformément à la Constitution turque, il donne son feu vert à une éventuelle opération militaire de l'armée turque sur les territoires syrien et irakien et autorise également le stationnement sur le sol turc de troupes étrangères qui pourraient y participer. » (*Le Point, AFP, 02/10/2014*) « Mais contrairement aux attentes des pays de la coalition, cette motion ne signifie pas pour autant que la Turquie fera partie des forces de frappe des opérations aériennes et terrestres contre l'Etat islamique. (*Le Figaro, Nare Hakikat, 02/10/2014*)

« À la veille du vote, le président Recep Tayyip Erdogan donnait le ton. "Nous sommes prêts à toute sorte de collaboration pour combattre le terrorisme. Mais tout le monde doit savoir que la Turquie ne se laissera pas utiliser dans des recherches de solutions temporaires", affirmait-il. Avant le vote, il avait fait savoir deux conditions qu'il considère "indispensables" : l'établissement d'une "zone de sécurité" et d'une zone d'exclusion aérienne au nord de la Syrie. Car pour Ankara, les priorités sont avant tout la chute de régime de Bachar el-Assad et éviter une éventuelle autonomie du Kurdistan syrien, contrôlée par le YPG, branche syrienne du PKK. » (*Le Figaro, Nare Hakikat, 02/10/2014*)

Au lendemain de la résolution à l'Assemblée nationale turque, le Ministère des Affaires étrangères de la Syrie a adressé des lettres au Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon et au Conseil de sécurité en qualifiant la politique de la Turquie d'« une véritable agression contre un Etat membre des Nations unies ». Il a alors invité le Conseil de sécurité d'agir contre cette « "violation flagrante de la charte des Nations Unies qui stipule le respect de la souveraineté nationales des Etats et la non-ingérence dans leurs affaires intérieures". » (*Le Parisien, AFP, 03/10/2014*)

### Ankara autorise le transit des peshmergas pour aller à Kobané

Après une période d'hésitation la Turquie a autorisé le passage par sa frontière de combattants kurdes d'Irak, les peshmergas, pour la défense de la ville kurde syrienne de Kobané, assiégée par les combattants de l'Etat islamique. Cette autorisation est intervenue alors qu'un premier largage d'armes, de munitions, d'aide médicale et des vivres a été effectué au YPG par l'aviation américaine le 19 octobre. (*Le Figaro, Nare Hakikat, 20/10/2014*) (*Le Monde, Marie Jégo, 21/10/2014*)

Le président turc Recep Tayyip Erdogan avait vivement critiqué les Etats-Unis pour avoir largué des armes sur Kobané, jugeant cette décision "mauvaise" et précisant que ces armes étaient tombées entre les mains du PYD. (*Le Point.fr, AFP, 23/10/2014*)

Erdogan « a déclaré jeudi [23 octobre] qu'un accord avait été conclu sur le passage par le territoire turc [des] peshmergas kurdes d'Irak (...). Un haut responsable de la région du Kurdistan irakien a précisé que ces troupes seraient équipées d'armements plus lourds que ceux dont disposent les Kurdes qui défendent la ville frontalière. » (*Le Figaro.fr, Le Parisien, AFP, 23/10/2014*)

Selon Sinan Ülgen, du Centre d'études politiques et économiques (EDAM) d'Istanbul, « "La Turquie joue un double jeu (...) En laissant entrer les peshmergas irakiens dans Kobané, les Turcs peuvent continuer à dire qu'ils n'aident pas le PKK (...) et répondre à leurs alliés qui les accusent de ne rien faire" contre l'EI. » (*Le Point, AFP, 21/10/2014*)



Les renforts peshmergas, quelque 150 au total, sont entrés le soir du vendredi 31 octobre dans Kobané. (*Lefigaro.fr, Reuters, 31/10/2014*)(*Libération, AFP, 30/10/2014*) « Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), l'arrivée des peshmergas à Kobané a été retardée par le pilonnage intensif par l'EI du front nord de Kobané, défendue depuis le 16 septembre par la principale milice kurde des Unités de protection du peuple kurde (YPG), avec le soutien crucial aérien de la coalition internationale. » (*Libération, AFP, 30/10/2014*)

### **Pourquoi la Turquie a hésité à ouvrir ses frontières au passage des combattants kurdes du PYD ?**

« Les liens du YPG avec la guérilla kurde du PKK en Turquie étaient une des raisons principales de la réticence d'Ankara. Le président Erdogan avait même déclaré que le PYD, la branche politique du YPG, était une "organisation terroriste" ne présentant pour lui "aucune différence avec l'État islamique". » (*Le Figaro, Nare Hakikat, 20/10/2014*) « Pour infléchir la position turque, les Américains ont dû expliquer que l'aide aux Kurdes syriens affiliés au PKK, un parti considéré par Washington comme terroriste, n'était que passagère. » (*Le Monde, Marie Jégo, 21/10/2014*)

Le changement de la position turque sur l'ouverture de ses frontières aux combattants kurdes est aussi lié au fait que « Massoud Barzani, le président du gouvernement régional du Kurdistan d'Irak, le meilleur allié d'Ankara dans la région » prend le leadership de l'opération de soutien aux combattants kurdes de Kobané. (*Le Monde, Marie Jégo, 21/10/2014*)

« Autre source d'inquiétude pour Ankara: les ambiguïtés du PYD envers Bachar el-Assad. Lors d'entretiens secrets (...) entre [le président du PYD] Saleh Muslim et les renseignements turcs, ces derniers auraient conditionné l'ouverture de la frontière à la rupture des relations avec Damas, la dissolution des gouvernorats mis en place dans les enclaves kurdes et la distanciation à l'égard du PKK. » (*Le Figaro, Delphine Minoui, 14/10/2014*). Le chroniqueur turc Murat Yetkin ajoute, dans *Hürriyet Daily News*, que le gouvernement lui a demandé aussi « de soutenir l'Armée syrienne libre (ASL), la rébellion reconnue par la Turquie et les Etats-Unis. Le quotidien turc rappelle d'ailleurs que les troupes fidèles à Bachar Al Assad s'attaquent à l'ASL, mais pas à l'EIL ni au PKK. Le président Recep Tayyip Erdogan a, il est vrai, clairement dit qu'il ne voulait "ni Assad ni l'EIL". » (*Les Echos, Jacques Hubert-Rodier, 08/10/2004*)

« À la faveur du conflit syrien, le PYD a administré en 2012 trois grandes régions du nord de la Syrie abandonnées par le régime. "Les liens entre le PYD et Bachar el-Assad ont toujours été très ambigus", pointe le professeur Jean Marcou, directeur des relations internationales de l'Institut d'études politiques de Grenoble. "Tout d'abord opposés à Damas, les Kurdes ont par la suite conclu une sorte d'alliance objective avec le président syrien. De fait, l'abandon des territoires du nord de la Syrie au PYD, et donc du PKK, a été ressenti comme une revanche que Bachar el-Assad prenait vis-à-vis de la Turquie. (...) "La Turquie, qui a déjà payé le prix du conflit syrien en accueillant près de deux millions de réfugiés chez elle, ne veut pas se laisser entraîner seule dans cette intervention", analyse le spécialiste Jean Marcou." » (*Le Point, Armin Arefi, 08/10/2014*)

### **Pourquoi la Turquie n'intervient pas militairement à Kobané ?**

« La chute de Kobané permettrait à l'EI de contrôler sans discontinuité une longue bande frontalière de la Turquie. » (*Le Point.fr, AFP, 02/10/2014*) « "Nous ne voulons pas que Kobané tombe (...) Nous ferons tout ce que nous pourrons pour que Kobané ne tombe pas" » [a] affirmé le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu suite au feu vert du Parlement turc, le 2 octobre, pour une intervention militaire contre l'EI en Syrie comme en Irak. (*Le Monde, Marie Jégo, 03/10/2014*)

« La Turquie a positionné des dizaines de chars et de pièces d'artillerie de son côté de la frontière mais elle n'a exprimé aucune intention d'intervenir militairement contre l'EI faute d'un accord avec les Etats-Unis et leurs alliés sur les suites à donner au conflit syrien. » (*Le Figaro.fr, Reuters, 10/10/2014*)

Bayram Balci, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (Paris) et Carnegie Endowment (Washington), estime que « les intérêts géostratégiques et sécuritaires turcs dans la région dictent un non-alignement sur la position de ses alliés occidentaux et arabes. En effet, l'EI menace lourdement la sécurité de la Turquie. Outre les prises d'otages, (...) l'EI encercle, en territoire syrien, l'enclave turque du mausolée de Suleyman Shah, grand-père d'Osman Bey, fondateur de l'Empire ottoman. (...) A ce risque s'ajoute celui d'attentats qui pourraient être perpétrés par l'EI sur le territoire turc. Longue d'environ 1 200 kilomètres, la frontière de la Turquie avec la Syrie et l'Irak est poreuse, en partie parce qu'Ankara fut un temps partisan du laisser-faire vis-à-vis des jihadistes et autres contre le régime de Bachar al-Assad. En cas de participation active turque aux forces de frappe de la coalition internationale, l'EI n'aurait aucune difficulté à riposter en Turquie. » (*Libération*, 09/10/2014)

Selon Marie Le Douaran, « on peut interpréter la situation de deux façons différentes: d'une part, la Turquie n'est intervenue hors de ses frontières que deux fois depuis la mise en place de la République de Turquie, en Corée en 1950 et à Chypre en 1954 ; il y a aussi eu quelques incursions plus récentes pour faire la chasse au PKK dans le Kurdistan irakien. Très peu interventionniste, la Turquie incarne le soft power dans la région et son opinion publique n'est pas habituée à ce qu'Ankara prenne part à des conflits. (...) [Erdogan] sait que s'engager en Syrie ne sera pas une simple opération de nettoyage mais une opération longue. Or, s'il s'embourbe en Syrie, ça cristallisera le mécontentement de la population. (...) Les Turcs ne sont pas à l'aise avec l'idée d'une intervention parce que toutes les positions ne sont pas clarifiées. (...) Aujourd'hui, l'armée turque ne semble pas à l'aise avec l'idée d'une intervention mal préparée, dont elle étudie les détails techniques. La coordination avec l'OTAN sera essentielle pour les Turcs. Ils ont à nouveau amené l'Alliance à dire publiquement que la clause de solidarité s'appliquerait en cas d'attaque du territoire turc. » (*L'Express*, Marie Le Douaran, 08/10/2014)

Cependant, malgré la décision de l'Assemblée nationale autorisant le stationnement de troupes étrangères sur le territoire turc, « membre de l'Otan, la Turquie a jusque-là également refusé d'autoriser l'armée de l'air américaine à utiliser sa base aérienne d'Incirlik, située dans le sud de la Turquie à 300 km à peine de Kobané, pour mener des frappes contre les positions jihadistes. Des négociations à ce sujet sont toujours en cours. » (*LeFigaro.fr*, AFP, 20/10/2014) Le philosophe français, Bernard-Henri Lévy juge la position de la Turquie inacceptable, en rappelant le vote contre le passage et le stationnement de l'armée américaine en Turquie durant la guerre d'Irak en 1991. Pour Lévy, si la Turquie s'oppose à nouveau à l'utilisation de ses bases militaires par les Etats Unis « c'est sa place au sein de l'Otan qui se verrait mise en question. » (*Libération*, Bernard-Henri Lévy, 12/10/2014)

Selon Didier Billion, directeur adjoint de l'IRIS, la Turquie « est prise dans le piège de la gestion du dossier syrien dans lequel elle s'est enfermée depuis maintenant plus de trois ans » et « il ne s'agit ni de double ou de triple jeu, mais de la crainte de voir une entité autonome kurde dirigée par les épigones du PKK se cristalliser dans le Nord de la Syrie. » Dans sa tribune, il déplore la pression médiatique pour sommer la Turquie « d'organiser une opération terrestre pour sauver la ville alors que, dans le même temps, aucun des membres de l'hétéroclite coalition anti-djihadiste ne veut mettre en œuvre une telle action. Une nouvelle fois, l'incapacité des acteurs régionaux et internationaux à se doter d'objectifs de long terme les enferme dans leurs contradictions et les contraint à réagir au coup-par-coup. » écrit Billion. (*Nouvel Observateur*, édité et parrainé par Hélène Decommer, 20/10/2014)

### **La Turquie soutient-elle l'Etat Islamique ?**

Selon Marc Semo et Luc Mathieu « l'attitude de la Turquie, pilier du flanc sud-est de l'Otan, n'en reste pas moins très ambiguë. Depuis 2011, le pouvoir a montré de troubles complaisances vis-à-vis des jihadistes engagés contre Damas. La résolution votée le 2 octobre par le Parlement pour autoriser l'armée à intervenir en Syrie et en Irak ainsi que permettre le stationnement de troupes étrangères sur



le territoire évoquait la lutte contre «tous les terrorismes», c'est-à-dire aussi bien l'Etat Islamique que le PKK. » (*Libération, Marc Semo, Luc Mathieu, 09/10/2014*)

Pour Jacques Hubert-Rodier « la politique de la Turquie face à la question kurde et à la guerre civile en Syrie est de moins en moins lisible. (...) Le président turc, Erdogan, semble considérer les Kurdes du PKK comme ses pires ennemis, suivis par le régime de Bachar Al Assad et, en troisième position, par le mouvement de l'Etat islamique. (...) La Turquie se refuse à intervenir en Syrie contre les djihadistes. Erdogan prend ainsi le risque de s'aliéner le soutien relatif des Kurdes de Turquie et pourrait perdre gros en termes d'image. » (*Les Echos, 17/10/2014, Jacques-Hubert Rodier*)

Pour Ivan Rioufol « le président de la république turque se comporte de plus en plus comme l'allié de ce totalitarisme en marche. Au prétexte de vouloir affaiblir les Kurdes de Syrie, Erdogan est volontairement en train de laisser gagner les nazislamistes de Daech dans leur conquête de la ville kurde de Kobané, au nord de la Syrie. » (*Le Figaro, Ivan Rioufol, 15/10/2014*)

Christian Makarian maintient que « d'un côté, Erdogan souhaite ardemment la chute de Bachar el-Assad -lequel a laissé, en rétorsion, les Kurdes se renforcer dans le nord du pays-, ce qui l'a conduit à aider objectivement les islamistes syriens de différentes manières, notamment en offrant le passage par le territoire turc aux hommes, aux armements et aux trafics. De l'autre, les Kurdes de Syrie sont perçus comme une menace pour Ankara : s'ils sortaient vainqueurs de leur bataille contre Daech et s'ils venaient à accéder à l'autonomie, ils serviraient assurément de base arrière au PKK, principale force des Kurdes de Turquie. » (*L'Express, Christian Makarian, 15/10/2014*)

Selon Alain Frachon, l'hostilité manifestée par Ankara à l'encontre des Kurdes de Kobané « s'explique par une triple ambition d'Erdogan. Le président veut tout à la fois affaiblir les Kurdes de Turquie, changer radicalement la politique des Etats-Unis en Syrie, afin, in fine, de chasser Bachar Al-Assad du pouvoir à Damas. (...) La priorité, ce n'est pas la lutte contre l'EI, mais la lutte contre le régime de Damas. (...) En favorisant la victoire de l'EI à Kobané, il empêche le PYD de développer une zone kurde autonome le long de la frontière turque, qui pourrait servir de modèle et de base arrière aux Kurdes de Turquie. » (*Le Monde, Alain Frachon, 16/10/2014*)

« "La politique aventuriste menée en Syrie par Erdogan, misant tout sur la rébellion et aidant les jihadistes, lui revient comme un boomerang", relève Kadri Gürsel éditorialiste du quotidien Milliyet, soulignant qu'il ne lui reste plus que "deux mauvaises solutions : ou vraiment engager le conflit avec l'EI au risque d'attentats en Turquie, ou ne rien faire contre l'EI au risque de rallumer le conflit avec les 15 millions de Kurdes du pays". » (*Libération, Marc Semo, 12/10/2014*)

Malgré l'enjeu stratégique que présente l'opposition de l'EI contre le régime de Bachar el-Assad et le PYD, « "dire que la Turquie soutient l'Etat islamique est trop simple. Leurs relations sont très contradictoires" avertit le chercheur Romain Caillet. Le gouvernement turc est abhorré par l'organisation de l'Etat islamique qui le voit comme un "apostat". "Le Parti de la justice et du développement (AKP) appartient à un courant de l'islam modéré qui en principe reconnaît la démocratie comme légitime et revendique la laïcité", explique Frantz Glasman. "Recep Tayyip Erdogan c'est, aux yeux de l'organisation de l'Etat islamique, pire que Morsi et les Frères musulmans", confirme Romain Caillet, également consultant pour les questions islamistes à New Generation Consulting. » (*Slate.fr, Ariane Bonzon, 10/10/2014*)

« D'ailleurs, début 2014, au plus fort des affrontements entre rebelles et radicaux, l'aviation turque bombarde un convoi djihadiste qui se dirige vers une ville tenue par les rebelles. Autre mesure prise par la Turquie contre l'Etat islamique: avant l'été, le gouvernement turc réduit puis bloque le débit de l'Euphrate vers la Syrie. Résultat: l'arrêt des turbines électriques du barrage de Tichrin dans la région de Raqqa contrôlée par l'EI. En juin 2014, le gouvernement turc s'est enfin décidé à inscrire l'Etat islamique parmi les organisations terroristes. Selon un sondage Metropoll du mois suivant, 70,7% des Turcs partagent ce jugement. Mais le pourcentage tombe à 62,5% chez les membres du Parti de la justice et du développement (AKP). » rappelle Ariane Bonzon. (*Slate.fr, Ariane Bonzon, 10/10/2014*)

Dorothee Schmid, spécialiste de la Turquie à l'IFRI explique l'évolution de la position de l'opinion publique turque sur une intervention à Kobané. « Selon une étude MetroPOLL en Turquie parue fin septembre, 80% des personnes interrogées considéraient l'EI comme un groupe terroriste, contre 70% en juin. Cependant, ils étaient 59% à estimer qu'il existe une menace pour la Turquie et qu'il faut intervenir. » (*L'Express, Marie Le Douaran, 08/10/2014*)

« "L'équation est compliquée, mais elle n'est pas difficile à résoudre", écrit le chroniqueur Murat Yetkin dans "Hürriyet". La Turquie a trois ennemis : le président syrien, Bachar Al Assad, l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL) et le PKK (...) "Ce qui fait de la Turquie vraisemblablement le seul pays au monde à être dans une telle situation." Et le jeu est complexe. » (*Les Echos, Jacques Hubert-Rodier, 08/10/2004*)

### « Zone tampon », « Zone d'exclusion aérienne » : quels enjeux ?

La création d'une « zone tampon », appelées maintenant « zones sûres », et d'une « zone d'exclusion aérienne » au long de ses frontières avec la Syrie est l'une des principales demandes de la Turquie.

« Recep Tayyip Erdogan qui entretient de très bonnes relations avec les Kurdes irakiens de Massoud Barzani veut en revanche éviter à tout prix que le PKK ne dispose, via le parti frère syrien PYD, d'un territoire le long de la frontière. (...) Le véritable objectif du pouvoir turc est la création d'une zone tampon en territoire syrien pour limiter l'afflux des réfugiés - qui sont déjà plus d'un million et demi - et sécuriser la frontière. Elle serait complétée par une zone d'exclusion aérienne. La mobilisation de la communauté internationale contre l'EI et la tragédie de Kobané pourraient être l'occasion de mettre en œuvre ce projet évoqué depuis deux ans par Ankara. Mais une telle intervention est hors de question sans l'accord des Américains et sans mandat de l'ONU. » (*Libération, Marc Semo, Luc Mathieu, 09/10/2014*)

« Même si le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, ou le président français, François Hollande, ont estimé que la demande turque méritait qu'on lui prête attention, elle embarrasse Washington. » (*Le Monde, Marie Jégo, Gilles Paris, 14/10/2014*)

Par ailleurs, la zone tampon « servirait à créer un terrain où "les groupes opposants modérés" - dont l'Armée syrienne libre qu'Ankara veut favoriser - pourraient reprendre des forces pour combattre contre le régime d'Assad. (...)

[Cependant] l'instauration d'une telle zone ne peut se faire sans affrontements avec l'État islamique et les Kurdes du YPG. Elle mettrait aussi en difficulté le fragile processus de paix mené en Turquie entre le gouvernement et le PKK. Le mouvement armé kurde a déjà déclaré qu'il considérerait comme un « casus belli » les tentatives d'instauration d'une telle zone qui passe, en majorité, par les territoires contrôlés par le YPG. » (*Le Figaro, Nare Hakikat, 02/10/2014*)

### Le conflit syrien risque-t-il de compromettre le processus de paix en Turquie ?

Le combat entre les jhiadistes de l'EI et les kurdes à Kobané risque de menacer le processus de paix en Turquie. « "Le PKK et le gouvernement montrent leurs muscles", a commenté Nihat Ali Ozcan, analyste au centre de recherches Tepav d'Ankara. "Le processus de paix va peut-être tomber à l'eau un jour, mais ce jour n'est pas arrivé." » (*Le Point, AFP, 14/10/2014*)

« En dépit de l'ouverture d'un canal de négociation avec le PKK, le Parlement turc, en autorisant le gouvernement d'Ahmet Davutoglu à engager des opérations militaires en Syrie et en Irak, a élargi le mandat à des opérations contre le PKK en Turquie. Ce qui, souligne Murat Yetkin [dans Hürriye Daily News], signifie que tant qu'il n'y aura pas un accord de paix entre Ankara et le PKK, ce dernier restera un ennemi. Et le gouvernement turc a ainsi, indirectement, exigé que le PKK rompe avec le régime de Bachar. » (*Les Echos, Jacques Hubert-Rodier, 08/10/2004*)

« La Turquie, qui observe un retour important de combattants de l'YPG et du PKK sur son territoire, a instauré un contrôle d'identité de toutes les personnes en provenance du nord de la Syrie. » (*Les Echos*, 14/10/2014) Selon le dirigeant du PKK Cemil Bayik, « des combattants kurdes avaient commencé à se rendre en Turquie depuis leur quartier général des monts Quandil, situé dans le nord de l'Irak, pour renforcer la défense de Kobané et à cause de la nouvelle crise naissante avec la Turquie. » (*Les Echos*, 14/10/2014)

Le conflit à Kobané a provoqué non seulement une mobilisation importante des combattants de YPG et du PKK à la frontière turco-syrienne, mais aussi des émeutes civiles et des confrontations entre l'armée turque et le PKK en Turquie.

Abdullah Öcalan, le leader du PKK « avait averti en septembre que la chute de Kobané signifierait de facto la mort du processus de paix et avait laissé jusqu'au 15 octobre au gouvernement pour dévoiler un calendrier de poursuite des négociations. » (*Le Parisien*, AFP, 22/10/2014)

Malgré la montée des tensions entre le PKK et l'Etat turc, Öcalan a confié à la délégation du Parti démocratique du peuple (HDP, pro-kurde), venue le voir dans sa prison mardi 21 octobre, que les négociations sont entrées dans une nouvelle phase depuis le 15 octobre et qu'il restait confiant dans les chances de succès du processus de paix. » (*Le Parisien*, AFP, 22/10/2014)

### Manifestations pour Kobané en Turquie

De violentes émeutes ont agité la Turquie, suite à l'appel lancé par le Parti démocratique populaire (HDP, prokurde), lundi 6 octobre, à manifester contre le refus du gouvernement turc d'intervenir militairement pour sauver Kobané. « "Nous ne demandons pas aux militaires turcs d'entrer dans Kobané, nous disons simplement que des milliers de personnes sont prêtes à combattre l'EI. Il faut leur ouvrir la porte..." », a expliqué, mardi, Salahattin Demirtas, député et chef du Parti démocratique du peuple (HDP, prokurde), mardi [14 octobre] à Ankara. » (*Le Monde*, Marie Jégo, 15/10/2014)

Les protestations ne se sont pas limitées aux villes majoritairement kurdes comme Diyarbakır mais ont gagné également d'autres villes y compris Ankara et Istanbul. « Très vite, elles ont dégénéré. Commerces vandalisés, voitures incendiées, lynchages, une telle flambée de violence n'avait pas été vue depuis les années 1990, quand la guerre faisait rage entre l'armée et les militants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, interdit) dans les régions kurdes du pays. » (*Le Monde*, Marie Jégo, 10/10/2014)

Les manifestations ont fait au moins 31 morts, dont la plupart dans le sud-est du pays a annoncé le ministre de l'Intérieur, Efkân Ala, vendredi 10 octobre à Ankara. « Un total de 360 personnes, dont 139 policiers, ont également été blessées lors de ces émeutes, où la police a interpellé 1.024 personnes, dont 58 ont été inculpées et écrouées, a ajouté M. Ala. » (*LePoint.fr*, AFP, 10/10/2014) Des heurts ont également opposé les partisans du PKK à des adversaires politiques, notamment du parti politique islamiste Hüdâpar. (*lefigaro.fr*, AFP, 08/10/2014)

« Pour la première fois depuis plus de vingt ans, les autorités ont été contraintes d'imposer un strict couvre-feu dans six départements de la région. Les écoles sont fermées et des vols annulés. » (*Libération*, Ragip Duran, 08/10/2014)

« Mardi [7 octobre] soir, le vice-Premier ministre Yalcin Akdogan a mis en garde les manifestants. "Nous ne tolérerons jamais le vandalisme et les autres actes de violence qui n'ont pour seul but que de perturber la paix", a-t-il lancé. » A Ankara, le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu a convoqué une réunion de sécurité pour faire le point sur les événements. (*LePoint.fr*, AFP, 08/10/2014)

« Le président turc Recep Tayyip Erdogan a dénoncé jeudi [9 octobre] ces émeutes comme une tentative de "sabotage" des pourparlers de paix entre Ankara et le PKK et a promis de prendre "toutes

les mesures nécessaires" pour réprimer les auteurs de troubles. "Nous savons que notre peuple condamne le vandalisme. Nous allons tout faire pour nous assurer que cela ne se reproduise pas (...) La semaine que nous venons de vivre a causé beaucoup de tort à nos 77 millions de concitoyens. Ces événements ne servent personne", a renchéri vendredi M. Ala. » ministre de l'intérieur. (*Libération, AFP, 10/10/2014*)

« HDP a appelé vendredi soir "à éviter la violence (...) pour faire baisser la tension". » (*Le Point, Le Parisien, AFP, 11/10/2014*)

### **Projet de loi « réforme de la sécurité intérieure »**

A la suite des émeutes, le gouvernement turc a présenté mercredi 15 octobre un projet de loi, baptisé "réforme de la sécurité intérieure", qui vise à renforcer les pouvoirs de ses forces de sécurité. Le texte a été déposé devant le Parlement par deux députés du Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir.

Le vice-Premier ministre Bülent Arınç a justifié la loi en soulignant qu'« il vise à "donner l'avantage à la police" en cas de "violences généralisées" (...).

Selon les médias turcs, ce projet étend le droit des forces de sécurité à recourir aux perquisitions, saisies et autres écoutes téléphoniques dans leurs enquêtes visant des "organisations armées", ainsi que celui d'interdire l'accès, sur avis du parquet ou d'un juge, aux personnes mises en cause dans ces dossiers. Le texte prévoit en outre une aggravation des peines encourues par les auteurs de dégradations de biens publics ou les manifestants qui dissimulent leurs visages. (...)

Les députés de l'opposition ont violemment critiqué le projet de loi. "A partir de maintenant, la police ne va plus se contenter d'utiliser des boucliers mais aussi des armes à feu, avec le droit de tuer (...) c'est mettre de l'huile sur le feu", a déploré le député Idris Baluken, membre du Parti démocratique populaire (HDP, prokurde) à l'origine des manifestations de la semaine dernière. "La police va pouvoir faire ce qu'elle veut, comme si la loi martiale était imposée", a renchéri son collègue Özcan Yeniceri, du Parti de la action nationaliste (MHP, droite), "la Turquie va devenir un État policier". » (*Le Point, Le Parisien, AFP, 15/10/2014*)

### **Regain des tensions entre le PKK et Ankara**

Des avions de combat F-16 turcs ont bombardé le soir du lundi 14 octobre des objectifs du PKK dans le sud-est de la Turquie, « une première depuis le cessez-le-feu décrété par les rebelles kurdes en mars 2013. » (*Libération, AFP, 14/10/2014*)

« Les forces de sécurité ont déclaré intervenir à la suite de trois jours d'attaques menées par des combattants du PKK contre un poste de police dans le village de Daglica, dans le sud-est du pays. Les membres du PKK auraient attaqué les policiers avec des tirs de RPG. Un autre accrochage armé s'est produit dans la région voisine de Tunceli où des hélicoptères militaires ont ouvert le feu lundi contre d'autres unités du PKK. L'Etat-major d'Ankara a signalé que des échanges de tirs entre des rebelles et l'armée autour de Geyiksuyu avaient eu lieu préalablement. » (*Les Echos, 14/10/2014*)

« Dans une déclaration écrite, la branche armée du mouvement rebelle a confirmé l'attaque menée à Daglica et accusé l'armée turque d'avoir "rompu le cessez-le-feu" (...). Le Premier ministre Ahmet Davutoğlu a de son côté justifié ces opérations, qu'il a qualifiées de "mesures nécessaires". "Nous ne pouvons tolérer ni faire la moindre concession" face aux agissements du PKK, a-t-il ajouté devant la presse. » (*Le Point, AFP, 14/10/2014*)

Avec le meurtre de trois soldats turcs, qui n'étaient pas en service, par des hommes masqués, dans la rue de Yüksekova, ville peuplée en majorité par des Kurdes, le 25 octobre la tension dans la région a monté d'un cran.

L'armée turque a attribué cette attaque, qui a eu lieu dans la province de Hakkari, à la frontière avec l'Irak et l'Irak, au PKK. « Pour le premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, les auteurs des meurtres de samedi ont cherché à utiliser la situation à Kobané pour "plonger la Turquie dans le chaos et le trouble". "Nous prendrons les mesures nécessaires pour protéger l'unité nationale et la paix dans le pays", a-t-il déclaré depuis la ville de Kayseri, dans le centre de la Turquie. Mais M. Davutoglu a précisé que les efforts de paix dans le sud-est de la Turquie devaient continuer, affirmant que "le processus de paix [n'impliquait] pas de faire des concessions au terrorisme". » (*Le Monde.fr*, 26/10/2014)

### 3. International

#### Turquie- ONU

##### Les échanges de la Turquie avec les Nations Unies et l'OTAN

Le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg, s'est entretenu avec le ministre turc des Affaires étrangères Mevlut Cavuşoglu, le 9 octobre à Ankara.

Lors d'une conférence de presse à l'issue de leur entretien, le ministre turc Çavuşoğlu a indiqué qu'« il n'est pas réaliste d'attendre de la Turquie qu'elle mène toute seule une opération terrestre » contre EI. (...) Nous avons des discussions (...) Une fois qu'il y aura une décision commune, la Turquie ne se privera pas de jouer son rôle » ». (*Le Figaro.fr*, *Reuters*, 09/10/2014) Le secrétaire général de l'OTAN a déclaré que « l'instauration d'une zone-tampon dans le nord de la Syrie défendue par la Turquie ne figure "pas encore" au menu des discussions de ses partenaires de l'Otan. (...) M. Stoltenberg a rappelé le devoir de solidarité de l'Otan vis-à-vis de la Turquie, un de ses membres. "L'Otan est prête à soutenir tous ses alliés qui sont menacés", a-t-il déclaré, "l'Otan a déjà déployé [début 2013] des missiles (sol-air) Patriot en Turquie, c'est un signe très concret de la solidarité au sein de l'Otan". » (*Le Figaro.fr*, *AFP*, 09/10/2014)

De son côté, l'ONU s'inquiète de l'ampleur de la crise humanitaire aux frontières de la Turquie. « L'émissaire spécial des Nations Unies pour la Syrie a appelé vendredi [10 octobre] la Turquie à apporter son aide aux Kurdes (...) de Kobane, disant craindre une répétition du massacre de Srebrenica en 1995 en Bosnie. Staffan de Mistura a notamment demandé à Ankara d'ouvrir sa frontière aux volontaires désireux d'aller aider les miliciens kurdes syriens à défendre Kobane. (...) "Quand il y a une menace imminente contre les civils, nous ne pouvons pas, nous ne devons pas rester silencieux", a-t-il insisté. "Chacun doit faire tout ce qu'il peut pour empêcher (un massacre). J'espère que nous ne verrons pas des gens se faire décapiter." » (*Le Figaro.fr*, *Reuters*, 10/10/2014)

« Le haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Antonio Guterres, a appelé à augmenter l'aide apportée aux pays voisins de la Syrie, dont le Liban, la Jordanie ou la Turquie, submergés par les réfugiés. C'est "la crise humanitaire la plus dramatique auquel le monde est confronté depuis très longtemps", a jugé Antonio Guterres. » (*Le Point*, *AFP*, 29/10/2014),

#### Turquie- Etats-Unis

##### Les efforts des Etats-Unis pour convaincre la Turquie à une intervention militaire à Kobané

Afin de presser la Turquie de s'impliquer davantage dans la lutte contre l'EI, le patron de la coalition internationale, le général à la retraite John Allen, et son adjoint Brett McGurk, ont rencontré le Premier ministre Ahmet Davutoglu dans le cadre de leur visite de deux jours, les 9 et 10 octobre, en Turquie. Selon la diplomatie américaine, ils ont « discuté de "plusieurs mesures destinées à faire progresser l'effort militaire contre l'EI", » (...) "Des mesures urgentes et rapides sont nécessaires pour stopper les capacités militaires de l'EI et le général Allen et l'ambassadeur McGurk vont le dire clairement dans



leurs réunions avec des responsables turcs", avait martelé [la porte-parole du département d'État, Jennifer Psaki] lors de son point de presse jeudi [10 octobre] après-midi. » (*Le Point, AFP, 10/10/2014*)

Après la visite des envoyés spéciaux, les Etats Unis ont envoyé une équipe militaire à Ankara pour assurer le suivi de ces discussions au niveau militaire. (*Le Figaro.fr, AFP, 10/10/2014*) « Interrogée pour savoir si ces entretiens américano-turcs avaient permis de faire des "progrès", la porte-parole du département d'Etat Marie Harf a répondu par l'affirmative. "La Turquie est d'accord pour soutenir les efforts d'entraînement et d'équipement pour l'opposition syrienne modérée", l'un des volets de la stratégie américaine en Syrie dévoilée le 10 septembre par le président Barack Obama, a dit la porte-parole. » (*Le Figaro, AFP, 11/10/2014*)

« La Turquie a déployé d'importants renforts militaires, notamment des blindés et des pièces d'artillerie, le long de sa frontière face à Kobané. Mais elle refuse pour l'heure d'intervenir militairement aux côtés de la coalition, au motif qu'une telle opération renforcerait par ricochet le président syrien Bachar Al-Assad. » (*Le Monde.fr, 13/10/2014*)

« Ankara exige la création d'une "zone tampon" le long de la frontière, notamment à Kobané, afin de permettre l'accueil des réfugiés. Mais l'envoi de ses troupes doit se faire avec le soutien de la coalition et être complété par l'instauration d'une "zone d'exclusion aérienne". Paris approuve mais Washington reste très réticent en raison du coût d'une telle opération - un milliard de dollars (790 000 euros) par mois selon le Pentagone - et de la nécessité de troupes au sol. » (*Libération, Marc Semo, 12/10/2014*)

« Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a indiqué [le 8 octobre] que l'instauration d'une zone-tampon valait "la peine d'être examinée" mais la Maison Blanche a ultérieurement précisé que l'idée n'était "pas à l'étude pour le moment". » (*Le Figaro.fr, AFP, 09/10/2014*) « Les États-Unis continuent néanmoins de discuter avec la Turquie pour voir comment ce pays pourrait aider à combattre l'EI. "Je ne suis pas d'accord avec l'idée qu'il y aurait des divisions entre nous sur la manière de repousser cette menace. Nos objectifs généraux sont exactement les mêmes", a ainsi assuré la porte-parole du département d'État américain, Marie Harf. » (*Le Point, AFP, 21/10/2014*)

### **Erdoğan critique Washington pour le largage d'armes à Kobané**

Le premier largage d'armes, de munitions et d'aide médicale effectué par l'aviation américaine le soir du dimanche 19 octobre aux combattants kurdes de Kobané a été l'objet de sévères critiques de la Turquie. (*Le Point, AFP, 21/10/2014*)

La veille, samedi 18 octobre, le président des Etats-Unis Barack Obama et son homologue turc Recep Tayyip Erdogan se sont entretenus au téléphone, s'engageant à renforcer la lutte contre l'EI. (*Le Parisien, AFP, 19/10/2014*) Selon un responsable américain, Obama avait informé Erdoğan « de l'intention » des Etats-Unis et de "l'importance" de fournir des armes, » avant d'effectuer ces largages aux combattants kurdes à Kobané. (*Le Parisien, AFP, 20/10/2014*)

Cependant, suivant le largage, le président turc Recep Tayyip Erdogan a jugé "mauvaise" la décision des Etats-Unis. « Il a expliqué qu'une partie de ces armes était tombée entre les mains du principal partie kurde de Syrie, le Parti de l'union démocratique (PYD), considéré par Ankara comme une organisation terroriste. » (*Le Parisien, Le Point, 22/10/2014*)

## Turquie- France

### Séminaire du Bosphore à Istanbul en présence des ministres français Jean-Marie Le Guen et turc Volkan Bozkır

Le 6ème Séminaire Annuel de l'Institut du Bosphore, organisé en collaboration avec le Conseil Supérieur de la Formation et de la Recherche Stratégiques (CSFRS), s'est tenu sur le thème « Pourquoi l'Europe est indispensable : transcender les crises pour réinventer notre avenir commun », les 12 et 13 octobre à Istanbul, en présence de Jean-Marie Le Guen, Secrétaire d'Etat français aux Relations avec le Parlement et de Volkan Bozkır, Ministre turc des Affaires européennes et négociateur en chef.

Par ailleurs, parmi les participants du séminaire, Kemal Derviş, vice-président de la Brookings Institution et membre du Comité scientifique de l'Institut du Bosphore, Nedim Gursel, écrivain, et Pierre Lellouche, député UMP de Paris, ancien ministre des Affaires européennes ont été invités de l'émission Carrefour de l'Europe de RFI à l'occasion du séminaire. (RFI, Daniel Desesquelle, émission diffusée le 19/10/2014 ; pour écouter : [cliquer ici](#))

Pour le communiqué de presse, le programme et les photos du séminaire: [cliquer ici](#)

## 4. Union Européenne

### Le rapport d'avancement de l'Union européenne sur la Turquie

La Commission européenne a publié le 8 octobre son rapport d'avancement sur la Turquie dans lequel « L'UE a souligné que "des progrès significatifs sont nécessaires, particulièrement dans le domaine de la justice et des droits fondamentaux, des politiques sociales et d'emploi, notamment le droit du travail et la sécurité au travail". » (Les Echos.fr, AFP, 10/10/2014)

« La Commission européenne se dit préoccupée par l'indépendance de la magistrature et sa séparation des pouvoirs à la suite d'allégations de corruption en décembre 2013. De même, les tentatives de supprimer les médias sociaux et les pressions exercées sur la presse sont autant de restriction que l'UE ne peut tolérer. » (euractiv.fr, 30/10/2014)

Suite à la publication du rapport, « le commissaire européen à l'Elargissement, Stefan Füle, a recommandé d'aller de l'avant avec l'ouverture des chapitres 23 et 24" avec la Turquie. "C'est maintenant à la Turquie de montrer des progrès concrets. » a-t-il affirmé. (Les Echos.fr, AFP, 10/10/2014)

## 5. Turquie

### Alerte à la poudre suspecte aux consulats à Istanbul de 6 pays membres de la coalition internationale

Des équipes de sécurité turques ont inspecté les consulats à Istanbul de 6 pays - Allemagne, Belgique, Canada, Etats-Unis, France (24 octobre) et Hongrie (27 octobre), pour procéder aux tests et prélèvements d'usage de la poudre jaune contenue dans les lettres qu'ils ont reçues.

Le ministère turc de la Santé a annoncé « n'avoir pas retrouvé "des agents de guerre biologique comme le charbon, la peste, la ricine ou la tularémie" dans les analyses effectuées » dans ces consulats appartenant aux pays membres de la coalition antijihadiste. (Le Point, Le Parisien, AFP, 27/10/2014)

## **La Cour constitutionnelle turque annule une partie d'une loi contestée sur le contrôle d'Internet**

« La Cour constitutionnelle turque a annulé jeudi [2 octobre] plusieurs dispositions d'une nouvelle loi controversée renforçant les prérogatives du gouvernement islamo-conservateur en matière de contrôle d'internet et des réseaux sociaux.

Saisie par le principal parti d'opposition, la plus haute instance judiciaire de Turquie a jugé contraire à la Constitution les dispositions qui permettaient à l'autorité de régulation des télécommunications (TIB) de bloquer un site internet sans décision de justice.

Promulgué le mois dernier par le président Recep Tayyip Erdogan, le nouveau texte autorisait la TIB à obliger un fournisseur d'accès à retirer sous quatre heures tout contenu afin de "protéger la sécurité nationale et l'ordre public ou empêcher un crime" et, en cas de refus, à interdire l'accès à un site.

L'arrêt rendu jeudi par la Cour a retiré à cette instance, au nom de la protection des libertés individuelles, le droit de bloquer un site sans décision de justice et de conserver pendant deux ans toute information jugée utile sur les activités des internautes. » (*Le Parisien, AFP, 02/10/2014*)

« M. Erdogan [avait] défendu sa loi en affirmant que des "organisations criminelles et terroristes", dont le groupe Etat islamique (EI) qui se trouve aux portes de la Turquie en Syrie et en Irak, recrutait des combattants sur le net, selon le CPJ. Le ministre de la Communication, Lutfi Elvan, a de son côté dénoncé l'arrêt de la plus haute instance judiciaire du pays. "La Turquie ne dispose désormais plus de mécanisme pour intervenir immédiatement en cas d'infractions", a-t-il déploré devant la presse.

Reporters sans frontières (RSF) a par contre salué cette décision de la Cour qui, selon son représentant régional Johann Bihr, "rappelle que les impératifs de sécurité nationale doivent être contrebalancés par le respect de la liberté d'expression". » (*Le Parisien, AFP, 03/10/2014*)

## **Effondrement d'une galerie de mine de charbon en Turquie**

Près d'une vingtaine d'ouvriers étaient retenus prisonniers, le 28 octobre, au fond d'une mine de charbon suite à l'effondrement et l'inondation d'une galerie. L'accident a eu lieu « dans la localité d'Ermenek, dans la province de Karaman, située à environ 500 km au sud de la capitale turque Ankara. » (*Lefigaro.fr, AFP, 28/10/2014*)

« Les autorités turques n'ont livré aucun détail sur les causes de l'accident mais plusieurs mineurs cités par les médias turcs ont mis en cause les conditions de sécurité qui régnaient dans la mine exploitée par l'entreprise privée Has Sekerler. » (*Le Parisien, le Point, AFP, 29/10/2014*)

« Cet accident intervient cinq mois à peine après la pire catastrophe minière de l'histoire de la Turquie, qui avait fait 301 morts le 13 mai à la suite d'une explosion et de l'effondrement d'un puits de charbon à Soma (ouest).

Le président Recep Tayyip Erdogan et son Premier ministre Ahmet Davutoglu, qui ont annulé une partie des festivités prévues mercredi [29 octobre] pour l'anniversaire de la fondation de la République en 1923, étaient attendus dans l'après-midi sur les lieux de l'accident. » (*Le Parisien, le Point, AFP, 29/10/2014*)

## **Accident de bus meurtrier dans le sud-est de la Turquie**

Un bus surchargé qui transportait des ouvriers agricoles a causé la mort de 17 personnes dans le sud-est de la Turquie. 29 autres ont été blessés. « L'accident a été provoqué par une défaillance des freins du véhicule, qui transportait 46 passagers, pour la plupart des femmes, alors qu'il n'était autorisé à en accueillir que 27 à son bord. (...)

La Turquie figure au troisième rang mondial de la mortalité au travail, selon l'Organisation internationale du travail (OIT). » (*Lefigaro.fr, AFP, 31/10/2014*)

## Le nouveau palais présidentiel à Ankara

Le président de la république turque Recep Tayyip Erdogan s'est offert un nouveau palais présidentiel, baptisé le "Palais Blanc" (Aksaray), à l'occasion de l'anniversaire de la République turque, fondée le 29 octobre 1923. (*Le Monde, Marie Jégo, 29/10/2014*)

D'une surface de 200 000 m<sup>2</sup>, le nouveau palais compterait environ 1000 pièces. (*Le Huffington Post, AFP, 30/10/2014*) « La construction de ce bâtiment d'architecture d'inspiration néo-seljoukide (la première dynastie turque qui a régné sur l'Asie mineure du XI<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle), aurait coûté, selon la presse turque, quelque 350 millions de dollars. Ses travaux, au milieu d'une zone forestière, ont d'abord suscité l'opposition des défenseurs de l'environnement, d'autant qu'ils ont été achevés à marche forcée malgré une décision de justice exigeant l'arrêt du chantier. » (*Le Huffington Post, AFP, 30/10/2014*)

Critiquant le budget présidentiel annuel qui vient d'être doublé pour atteindre 142 millions d'euros, « l'opposition (...) a recommandé à ses représentants de ne pas se rendre à l'inauguration » prévu le 29 octobre. (*Le Monde, Marie Jégo, 29/10/2014*)

Tous les prédécesseurs d'Erdoğan, y compris Mustafa Kemal, le fondateur de la Turquie moderne, ont vécu le temps de leur mandat à Çankaya, le siège historique de la présidence situé au centre d'Ankara. (*Le Monde, Marie Jégo, 29/10/2014*)

## « Le procès de Pinar Selek reporté au cinq décembre »

« Une levée du mandat d'arrêt et le report du procès au cinq décembre ont été accordés à la doctorante à l'université de Strasbourg Pinar Selek, " à la demande de ses avocats qui ont demandé à pouvoir être entendu sur le fond du dossier", indique à Rue89 Strasbourg son collectif de soutien. " D'ores et déjà le mandat d'arrêt contre Pinar Selek est levé et le juge reconnaît l'annulation de la perpétuité prononcée par la cassation. C'est une "nouvelle" victoire". (...) »

Depuis seize ans, Pinar Selek a été plusieurs fois relaxée mais à chaque fois le procureur a fait appel de cette décision. En janvier, elle avait été condamnée à la prison à vie, avec mandat d'arrêt immédiat, par la justice turque. Une condamnation, annulée mi-juin par la 9<sup>e</sup> cour de Cassation d'Ankara, renvoyant l'affaire devant une nouvelle cour pénale. » (*20minutes, Gilles Varela, 03/10/2014*)

## 6. Economie

### La banque centrale turque révisé ses prévisions d'inflation 2014 à la hausse

« La banque centrale de Turquie a révisé à la hausse pour la troisième fois cette année ses prévisions d'inflation pour 2014 à 8,9%, contre 7,6% précédemment, a annoncé vendredi [31 octobre] devant la presse son gouverneur, Erdem Başçı.

Le patron de l'institution a également fixé à 6,1% ses prévisions de hausse des prix pour 2015, contre 5% auparavant. Le taux d'inflation annuel s'établissait en septembre à 8,86% en glissement annuel.

Avant la banque centrale, le gouvernement avait lui-même révisé de 7,6% à 9,4% ses prévisions de hausse des prix pour l'année en cours.

M. Başçı a attribué cette révision au "niveau élevé des prix de l'alimentation" et promis de maintenir "une politique monétaire resserrée" tant que l'inflation ne serait pas réduite.» (*Les Echos, AFP, 31/10/2014*)

## **La banque centrale turque laisse de nouveau ses taux d'intérêt inchangés**

« La banque centrale turque a annoncé jeudi [23 octobre] avoir laissé son principal taux d'intérêt directeur inchangé à 8,25%, malgré les appels à une forte baisse réitérés par le gouvernement islamo-conservateur du pays qui veut protéger la croissance.

A l'issue de la réunion mensuelle de son comité de politique monétaire, l'institution a expliqué qu'elle poursuivrait sa "politique de rigueur monétaire" jusqu'à ce qu'une "amélioration sensible des objectifs soit observée en matière d'inflation". » (*Les Echos, AFP, 23/10/2014*)

## **Selon la Banque Mondiale, la Turquie est au 55ème rang parmi les pays dans lesquels il est facile de faire des affaires**

« Le 12ème rapport annuel de la Banque mondiale, rendu mercredi 29 octobre, classe la Turquie au 55ème rang des pays dans lesquels il est facile de faire des affaires, sur un total de 189 Etats. Le pays perd quatre places au classement en raison de réformes ayant conduit à l'augmentation du seuil minimum de capital nécessaire à la création d'une entreprise.

Le rapport "Doing Business 2015: au-delà de l'efficience" (Doing Business 2015: Going Beyond Efficiency) évalue la réglementation des affaires dans différents pays, en faveur ou en défaveur de l'activité commerciale. Dix domaines qui régissent la vie des entreprises sont pris en compte: "création d'entreprise, octroi de permis de construire, raccordement à l'électricité, transfert de propriété, obtention de prêts, protection des investisseurs minoritaires, paiement des impôts, commerce transfrontalier, exécution des contrats et règlement de l'insolvabilité" précise le groupe de la Banque mondiale. (...)

D'après le rapport, il est devenu plus difficile de débiter une activité commerciale en Turquie en raison de l'augmentation des taxes notariales et de celles concernant l'enregistrement de la société. En outre, le rapport relève que les coûts relatifs à la sécurité sociale et pris en charge par les entreprises jouent en défaveur de l'activité commerciale. Cependant, la Banque mondiale félicite le pays pour avoir facilité le système de dépôt de plainte – désormais informatisé – en cas de litige.

Selon Martin Raiser, on peut "dire que la Turquie est en bonne position en termes de facilité pour faire des affaires et a un résultat que l'on peut attendre d'un pays à revenu intermédiaire, mais elle doit faire davantage de réformes pour concurrencer les meilleurs de la liste". » (*lepetitjournal.com/istanbul, Marion Sagnard, 31/10/2014*)

## **« Saint-Gobain finalise l'acquisition de Atlas Zimpara en Turquie »**

« Le spécialiste des matériaux de construction Saint-Gobain a annoncé lundi [27 octobre] avoir finalisé l'acquisition en Turquie d'Atlas Zimpara, partenaire historique de son activité Saint-Gobain Abrasifs. » (*Les Echos, Dow Jones Newswires, 27/10/2014*)

## **Ymagis remporte, via sa filiale Dcinex, des contrats de numérisation en Turquie**

La société européenne Ymagis spécialisée dans les technologies numériques du cinéma a conclu, via sa filiale Dcinex, des contrats avec trois importants circuits de cinémas en Turquie : Avsar Cinema, Cinemarine et Pink. « Lesdits contrats permettront à dcinex d'atteindre la numérisation de 236 salles sous le modèle VPF en Turquie. » (*Cerclefinance.com, 29/10/2014*)

« Par ces contrats, Ymagis renforce sa position de leader européen sur le marché du financement des équipements de projection avec désormais un parc de près de 6.170 salles sous contrat VPF, déployées ou à déployer dans seize pays en Europe. » (*Cerclefinance.com, 29/10/2014*)



## Les groupes BTP turcs dans le marché de construction en Asie et au Moyen Orient

« De 2000 à 2012, selon les données du Syndicat des entrepreneurs français internationaux, le SEFI, le chiffre d'affaires à l'international dans la construction (...) des groupes turcs, très présents en Russie, dans les ex-Républiques soviétiques et, de façon générale, dans tous les pays musulmans, a été multiplié par vingt. En 2012, les Turcs sont même passés devant les Japonais. » La Turquie, derrière la Chine et devant la Corée du Sud et les Etats-Unis, figurent parmi les quatre pays qui détiennent les deux tiers du marché ouvert aux étrangers au Moyen Orient. (*Le Monde*, Valérie Segond, 21/10/2014)

### Fitch note la Turquie « perspective stable »

« Fitch Ratings annonce vendredi [3 octobre] confirmer la note à long terme BBB- de la Turquie, laquelle est assortie d'une perspective stable.

L'agence de notation distingue la consolidation budgétaire et un système bancaire raisonnablement sain comme éléments qui continuent de plaider pour la Turquie.

Elle ajoute que l'économie turque montre des signes encourageants de rééquilibrage. » (*Les Echos / Bourse, Reuters*, 03/10/2014)

### La Turquie parmi les principaux exportateurs vers l'Union européenne en 2014

Selon les données de l'office européen de statistiques Eurostat pour la période janvier-juillet 2014, la Turquie figure parmi les pays qui ont enregistré les principales hausses dans les importations vers l'Union européenne, à savoir Corée du Sud (+12%), Turquie (+7%), Chine (+6%) et Suisse (+5%). En revanche, l'excédent commercial de l'UE s'est sensiblement réduit dans une moindre mesure avec la Turquie (+11,0 milliards de janvier à juillet en 2014 contre +17,1 milliards sur la même période de 2013). (*Le Parisien, AFP*, 16/10/2014)

## 7. Liste des journalistes ayant couvert le sujet turc (Octobre 2014)

### Les Echos

Jacques Hubert-Rodier

### L'Express

Marie Le Douaran  
Christian Makarian

### Le Figaro

Nare Hakikat  
Delphine Minoui  
Ivan Rioufol

### Le Monde

Arnaud Leparmentier  
Yves-Michel Riols  
Marie Jégo  
Alain Frachon  
Gilles Paris  
Valérie Segond

### Le Huffington Post

Le Nouvel Observateur  
Hélène Decommer

### Le Parisien

Le Point  
Armin Arefi

### Libération

Marc Semo  
Luc Mathieu  
Bernard-Henri Lévy  
Ragıp Duran

### L'Opinion

Raphaël Proust

### 20 minutes

Gilles Varella

### Boursorama.com

### Cerclefinance.com

### Euractiv.fr

lepetitjournal.com  
Marion Sagnard

### Slate.fr

Ariane Bonzon

### RFI

Daniel Desesquelle

Mécène Principal *Main Supporter*



**redefining** / standards

Mécènes Institutionnels *Institutional Supporters*



**L'ORÉAL**



33 rue Galilée  
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54  
Fax: +33 1 47 23 68 14

[info@institut-bosphore.org](mailto:info@institut-bosphore.org)